
PRÉFECTURE DU CHER

DIRECTION des RELATIONS avec les
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
et du CADRE de VIE
Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ N° 1999.1. 943

**prescrivant la réalisation d'un diagnostic initial
et une évaluation simplifiée des risques**

Le Préfet du Cher,

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux modifiée notamment par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau,

VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

VU le décret du 20 mai 1953 modifié notamment par le décret du 7 juillet 1992, le décret n° 93-1412 du 29 décembre 1993, le décret n° 96-197 du 11 mars 1996 et le décret n° 97-1116 du 27 novembre 1997 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes constituant la nomenclature des installations classées par l'effet de l'article 44 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée susvisée,

VU le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées,

VU le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 susvisée et relatives aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation,

VU l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances,

VU l'arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance des installations classées,

.../...

VU les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés,

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU les arrêtés ministériels du 28 janvier 1999 relatifs aux conditions de ramassage et d'élimination des huiles usagées,

VU la circulaire ministérielle du 3 décembre 1993 relative à la politique de réhabilitation et de traitement des sites et sols pollués,

VU la circulaire ministérielle du 3 avril 1996 relative à la réalisation de diagnostics initiaux et de l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité,

VU la circulaire ministérielle n° 96-208 du 18 avril 1996 relative aux modalités d'élaboration et de validation des listes d'entreprises,

VU la circulaire ministérielle du 7 juin 1996 relative aux sites pollués : procédure administrative et juridique applicable en matière de réhabilitation des sites pollués,

VU la circulaire ministérielle du 31 mars 1998 relative aux sites pollués,

VU le recensement 1994 des sites et sols pollués diffusé par le Ministère de l'Environnement mentionnant le dépôt de boues de station d'épuration exploité par la ville de Vierzon et la déposante exploitée par l'entreprise Jean Gesset,

VU mes courriers du 16 décembre 1994 informant M. le Maire de Vierzon et l'entreprise Jean Gesset de l'inscription du dépôt de boues et de la déposante sur cet inventaire,

VU le recensement 1996 des sites et sols pollués diffusé par le Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement et présenté à la presse le 6 novembre 1997, mentionnant le dépôt de boues de la ville de Vierzon et la déposante de l'entreprise Gesset,

VU mon courrier du 25 novembre 1997 informant le Maire de Vierzon de la nécessité de résorber ces points noirs,

VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1942 autorisant M. René FAUCHÉ, entrepreneur de vidanges, à installer un dépôt de matières de vidange à "La Croix Moreau", commune de Vierzon,

VU l'exploitation de ce dépôt par M. CARRÉ en 1956,

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 11 octobre 1971 à M. Jean GESSET prenant acte du fait qu'il exploite depuis le 1^{er} avril 1971, en remplacement de M. CARRÉ, le dépôt de vidanges situé au lieu-dit "La Grande Jonchère", chemin de la Croix Moreau à Vierzon, autorisé par arrêté préfectoral du 18 juillet 1942,

VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1927 autorisant M. Henri NICAULT à exploiter un dépôt de vidange à "La Jonchère" à Vierzon,

VU l'arrêté préfectoral du 23 juillet 1985 autorisant les établissements Roland Nicault à exploiter une station de transit de déchets industriels composée de deux anciens wagons citernes de 40 m³ sur le territoire de la commune de Vierzon, au lieu-dit "Les Grandes Jonchères" sur un terrain servant de déposante depuis de nombreuses années,

.../...

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1985 transférant l'autorisation d'exploiter aux établissements Chagnoux SA,

CONSIDÉRANT que ce site est exploité depuis 1990 par M. Patrick GESSET en déposante de matières de vidange,

CONSIDÉRANT que la ville de Vierzon exploite depuis 1985 un dépôt de boues de la station d'épuration à proximité des deux autres installations,

VU la réunion qui s'est tenue en sous-préfecture de Vierzon le 6 mai 1999,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 9 juin 1999,

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 3 août 1999,

CONSIDÉRANT les présomptions de pollution et de risques de contamination des eaux souterraines engendrées par le site de "La Grande Jonchère" à Vierzon qui regroupe trois exploitations différentes mais contiguës,

CONSIDÉRANT qu'en raison de la proximité des installations sur le terrain, il convient de mener une seule étude pour la globalité du site,

CONSIDÉRANT que la réalisation de l'étude doit être prescrite individuellement à chacun des exploitants,

CONSIDÉRANT que, par courrier du 24 août 1999, le maire de Vierzon ne formule pas d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 9 août 1999,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – Il est prescrit à la commune de Vierzon de réaliser sur le site qu'elle exploite au lieu-dit "La Grande Jonchère", chemin de la Croix Moreau à Vierzon :

- ⇒ un diagnostic initial en 2 étapes A et B définies ci-après,
- ⇒ une évaluation simplifiée des risques potentiels susceptibles d'avoir été provoqués par les activités présentes ou passées, pratiquées sur ce site.

L'étape A du diagnostic initial de type documentaire se déroule en trois phases :

- ⇒ analyses historiques du site,
- ⇒ étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution,
- ⇒ examen de l'état actuel du site et de ses environs immédiats.

L'étape B du diagnostic initial est constituée par des investigations légères de terrain visant à acquérir des informations complémentaires et à établir un constat de pollution ou de non pollution pour les différents milieux concernés.

L'évaluation simplifiée des risques a pour finalité de classer le site en l'une des trois catégories suivantes en fonction des suites à envisager : site banalisé (classe 3), site à surveiller (classe 2), site nécessitant des investigations approfondies et une évaluation détaillée des risques (classe 1).

ARTICLE 2 – Les investigations et études dont la réalisation est prescrite à l'article 1^{er} ci-dessus sont effectuées conformément à la version en vigueur du guide méthodologique élaboré par le Ministère de l'Environnement édité par le B.R.G.M. Editions, 3 avenue Claude Guillemin, 45060 Orléans La Source.

.../...

ARTICLE 3 – Pour la réalisation des investigations et études prescrites à l'article 1^{er} ci-dessus, il est imparti à la commune de Vierzon les délais suivants :

- ⇒ présentation au service d'inspection d'un rapport d'étape à l'issue de l'étape A consignant le résultat des actions entreprises et proposant un programme d'investigations légères de terrain : **délai de douze mois** à compter de la réception du présent arrêté,
- ⇒ présentation au service d'inspection d'un rapport final de synthèse des informations acquises à l'issue des étapes A et B d'une part et de l'évaluation simplifiée des risques d'autre part : **délai de six mois** à compter de l'échéance prescrite pour l'élaboration du rapport de synthèse de l'étape A.

ARTICLE 4 – L'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté entraînera l'application des sanctions pénales et administratives prévues par la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.

ARTICLE 5 – Indépendamment de ces prescriptions, l'administration se réserve le droit d'imposer ultérieurement toutes celles que nécessiterait l'intérêt général.

ARTICLE 6 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 – Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Vierzon et pourra y être éventuellement consultée.

Le présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un extrait du présent arrêté faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la porte de la mairie de Vierzon pendant une durée minimale d'un mois.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture (direction des relations avec les collectivités territoriales et du cadre de vie - bureau de l'environnement).

Un avis sera inséré par les soins du Préfet du Cher et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 8 - Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif, le délai de recours est de 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Les délais de recours prévus par l'article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée ne sont pas interrompus par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou par un recours devant une juridiction incompétente.

ARTICLE 9 - Le Secrétaire Général de la préfecture du Cher, le Sous-Préfet de Vierzon, le Maire de Vierzon, le Directeur Régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bourges, le **13 SEP. 1999**

Le Préfet,

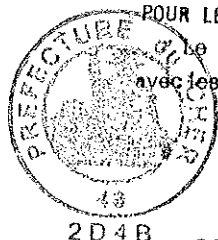
~~Pour le Préfet, et par délégation~~
Le Secrétaire Général,

Signé : **Michel HEUZÉ**

Pour ampliation,

POUR LE PRÉFET ET PAR DÉLÉGATION.

Le directeur des relations
avec les collectivités territoriales et
du cadre de vie,



M. Crepel
Michel CREPEL